

La France a bien résisté à la crise mais peine à profiter de la reprise

MARCLANDRÉ

RAREMENT la maxime « quand je me regarde, je me déssole, mais quand je me compare, je me console » n'aura été aussi vraie qu'en matière de chômage. La France est plombée depuis trois décennies par un sous-emploi de masse (9,5 % de la population active en mai 2011, selon les dernières données Eurostat disponibles), qui touche particulièrement les jeunes (22,7 % des moins de 25 ans sont sans emploi).

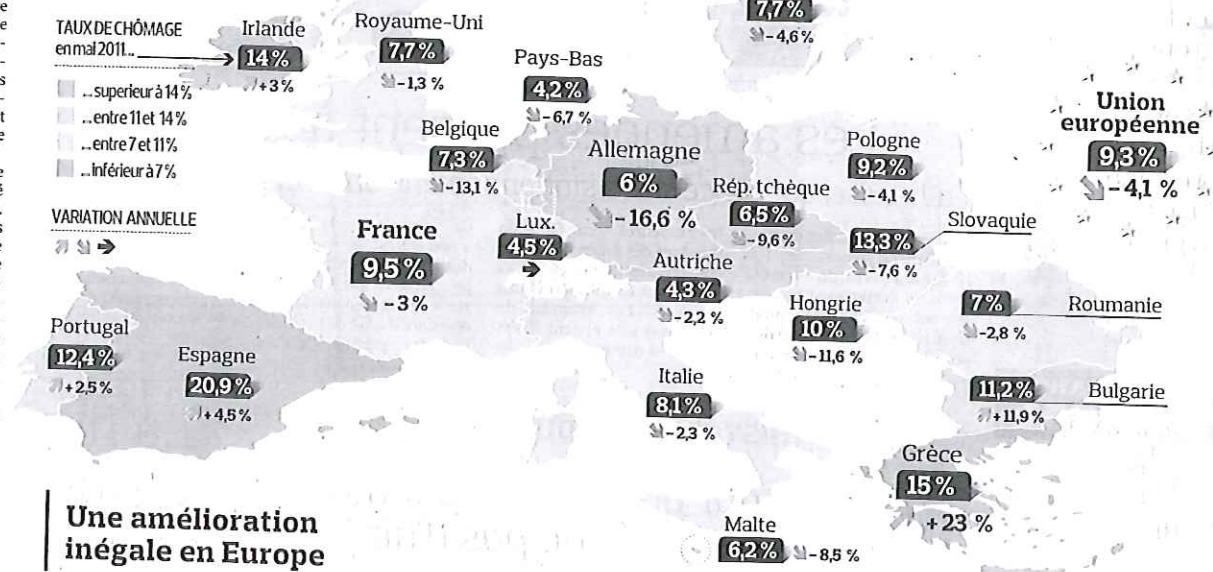
La crise n'a rien arrangé puisque le nombre de chômeurs a progressé de 27 % entre mi-2008 et fin 2010. Mais l'Hexagone n'est pas le plus mal loti. Sur la même période, le chômage a bondi de 41 % au sein de l'Union européenne, avec des explosions substantielles dans certains pays : +50 % au Royaume-Uni ou +99 % en Espagne. Seule l'Allemagne a fait mieux, avec une diminution de 12 % de ses demandeurs d'emploi.

Si la situation s'améliore depuis un an (le nombre de chômeurs a reculé de 3 % en France de mai 2010 à mai 2011, toujours selon Eurostat), le reflux est toutefois moindre que dans l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne (-4,1 %). Malgré consolation, Paris fait mieux en matière d'emploi des jeunes - priorité numéro un en 2011 - où la baisse atteint 4,2 % sur douze mois, contre un recul de 3,8 % sur l'ensemble du Vieux Continent. Mais reste loin derrière les régressions enregistrées chez les moins de 25 ans en Allemagne (-26 %) ou aux Pays-Bas (-23,3 %).

ALLEMAGNE

Le bon élève de l'Union

Berlin, qui affiche un taux de chômage en baisse ininterrompue depuis vingt-quatre mois, est la référence européenne. Ce n'est en rien le fruit du hasard mais la savante alchimie entre une politique volontariste de soutien à l'emploi et une baisse de sa population active. Le gouvernement allemand a massivement soutenu les dispositifs de chômage partiel pendant la crise et ainsi évité à plus de 1,2 million de salariés de se retrouver sans emploi. Le pays a également investi depuis des décennies dans les formations par apprentissage qui concernent aujourd'hui plus de 2 millions de jeunes (soit trois fois plus qu'en France). Enfin, le nombre de ses



Une amélioration inégale en Europe

actifs a reculé de 100 000 personnes l'an dernier, après avoir stagné pendant plusieurs années. Ce qui pose d'autres problèmes : financement des retraites, débats sur l'immigration... Le plein-emploi étant de nouveau à portée de main - la Bavière affiche même un taux de chômage de 3,5 % ! -, le gouvernement a donc prévu de réduire de 10 000 le nombre de postes de l'Agence fédérale pour l'emploi, l'équivalent outre-Rhin de Pôle emploi. Soit 9 % des effectifs, sans licenciement sec.

PAYS-BAS

Au bord du plein-emploi

Championne toute catégorie des emplois à temps partiel, Amsterdam affiche le taux de chômage le plus bas de toute l'Union européenne : 4,2 % au dernier pointage Eurostat. Quant à celui de ses moins de 25 ans, il est à peine plus élevé (6,9 %) et trois fois inférieur à la moyenne européenne. Le secret de cette réussite ? Les accords de Wassenaar, signés en 1982 et réactualisés en 1993. Il s'agit d'un

compromis socio-économique entre le gouvernement, le patronat et les syndicats dont l'une des mesures phares fut la modération salariale en échange d'une moindre progression des profits. En outre, les Pays-Bas ont profité des récentes années de croissance pour mener de multiples réformes structurelles (retraites, accompagnement dans l'emploi, indemnisation du chômage...) qui ont permis d'intégrer ou de maintenir dans l'emploi toutes les catégories : femmes, jeunes, seniors... Si bien qu'après deux ans de crise, le pays est à nouveau au plein-emploi.

ROYAUME-UNI

Les Britanniques d'abord

Bien qu'en régression depuis un an, le taux de chômage britannique reste important, notamment chez les jeunes (19,3 %). Pour accélérer, le gouvernement a appelé les entreprises à recruter en priorité de jeunes chômeurs britanniques et non des étrangers. Selon les statistiques officielles, 87 % des 400 000 emplois créés depuis

l'arrivée de David Cameron au pouvoir ont été pourvus par des migrants moins regardants sur leurs conditions de salaire et de travail. Outre le contrôle renforcé de l'immigration, la coalition libérale-conservatrice promet de durcir « les sanctions contre ceux qui refusent d'accepter un emploi disponible ».

ESPAGNE

Les jeunes sacrifiés

Plombée par le taux de chômage le plus élevé des pays de l'OCDE, Madrid a un sérieux problème pour intégrer ses jeunes, diplômés ou non. Près d'un sur deux est sans emploi, un taux en progression de 7,5 % sur les douze derniers mois. Pour répondre au mouvement des Indignés, Alfredo Perez Rubalcaba, l'actuel numéro deux du gouvernement Zapatero et candidat socialiste aux élections de mars 2012, propose de « demander aux caisses d'épargne et aux banques qu'elles consacrent une part de leurs bénéfices à la création d'emploi ». Le leader so-

cialiste suggère aussi de stimuler le travail à temps partiel.

GRÈCE

Le pire est à venir

Assommée par la crise financière et la cure d'austérité imposée par l'Union européenne et le FMI en échange de leur aide, Athènes a connu en douze mois une explosion de 23 % de son taux de chômage, à 15 % de sa population active. Là encore, les moins de 25 ans sont les plus touchés : près d'un sur quatre est sans emploi, soit 20,7 % de plus qu'il y a un an. D'après les dernières projections, la situation n'est pas près de s'améliorer. Selon l'équivalent grec de l'Insee, le taux de chômage pourrait grimper jusqu'à 22 % de la population active l'an prochain. Voir plus, puisque certains chercheurs indépendants considèrent que ce niveau est en réalité déjà atteint. L'absence de perspectives de rebond de l'économie dans un avenir proche ne laisse présager un retournement de tendance à moyen terme. ■

« Demander aux caisses d'épargne et aux banques qu'elles consacrent une part de leurs bénéfices à la création d'emploi »

ALFREDO PÉREZ RUBALCABA, CANDIDAT SOCIALISTE (PSOE) AUX ÉLECTIONS ESPAGNOLES DE MARS 2012